



Marché de prestations d'entretien avec téléalarme des ascenseurs
et monte-charges de CY Cergy Paris Université

Marché n°2025CYCPU0S16

CY Cergy Paris Université
33 boulevard du Port
95000 Cergy-Pontoise

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET & CONDITIONS DU MARCHE, REGLEMENTATION	3
1-1 – Objet du Marché	3
1-2 – Réglementation	4
1-3 – Qualifications des Personnes	5
1-4 – Condition d’exécution des prestations	6
 ARTICLE II-PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE TELEALARME	 6
2-1 – Nature des prestations	6
2-1-1 – Entretien minimal	6
2-1-2 – Entretien étendu	9
2-2 - Téléalarme (Poste TSV)	10
2-2-1 – Obligations du TITULAIRE	10
2-2-2 – Spécifications fonctionnelles	12
 ARTICLE III - CONTRÔLES TECHNIQUES ET AUDITS	 15
3-1- Cas de litige	15
3-2- Audits	15
3-3- Contrôles Techniques	16
3-4- Commissions de Sécurité et Bureau de Contrôle	16
3-5- Réserves suite aux contrôles, audits et Commission de sécurité	16
 ARTICLE IV – ASTREINTE ET DELAIS D’INTERVENTION	 16
 ARTICLE V – GESTION DES STOCKS ET PIECES DE RECHANGE	 17
5-1- Gestion des Stocks et Approvisionnement	17
5-2- Outillage	17
 ARTICLE VI - ELECTRICITE – ECLAIRAGE CABINE- FOURNITURE	 17
 ARTICLE VII – GESTION ADMINISTRATIVES DU MARCHE	 18
7-1- Planning d’Intervention	18
7-2- Réunion concernant le bon déroulement du marché	18
7-3- Clause de Transparence	18
7-3-1 – Informations vers l’université	18
7-3-2 – Informations des usagers	19
7-4- Tenue du Livret d’Entretien	19
7-5- Identification des Equipements	20
 ARTICLE VIII - CLAUSE DE MAINTENANCE PAR PLANIFICATION DE SERVICES COMPLEMENTAIRES	 20
 ARTICLE IX – VERIFICATIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS	 20
 ARTICLE X - MODERNISATION ET ETAT DES EQUIPEMENTS	 21
 ARTICLE XI CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	 21

ARTICLE I – OBJET & CONDITIONS DU MARCHÉ, REGLEMENTATION

1-1 – OBJET DU MARCHÉ

Au titre du présent marché, le TITULAIRE s'engage à assurer les prestations définies dans le cadre de l'entretien minimal des appareils telles que stipulées dans le Décret n° 2008-291 du 28 mars 2008 modifiant le décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et le code de la construction et de l'habitation

Décret 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et son Arrêté du 18 novembre 2004 paru au J. O. n° 277 du 28 novembre 2004 mis à jour par le décret du 21 janvier 2021, ainsi qu’au décret 2012-674 du 7 mai 2012, mais aussi l’Arrêté du 11 mars 1977 relatif à l’entretien des monte-charges, ainsi que les prestations étendues définie dans ce C.C.T.P et dans la norme AFNOR FD P 82-022. Le décret n°2016-550 du 3 mai 2016 est également à prendre en compte.

Le TITULAIRE du présent marché devra se conformer à l’ensemble des textes et normes en vigueur relatif au bon état de fonctionnement et à la sécurité des ascenseurs, ascenseurs de charges et monte-charge. La prestation devra être exécutée consciencieusement, avec rigueur et dans les règles de l’art.

Le terme « Entretien » définit :

- ☐ L’entretien et le maintien en parfait état de fonctionnement des ascenseurs,
- ☐ Le maintien des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations,
- ☐ Le remplacement éventuel à l’identique ou de caractéristiques similaires,
- ☐ Toutes réparations et modifications nécessaires au parfait fonctionnement de l’installation,
- ☐ La fourniture d’une qualité de service répondant aux exigences décrites dans le présent cahier des charges,
- ☐ Maintenir en état de fonctionnement les ascenseurs PMR conforme à la réglementation accessibilité.

Le TITULAIRE prend à sa charge toutes réparations et tous remplacements obligatoires de pièces ou élément ou partie d'installations détériorées, quel que soit la cause ou la nature hors vandalisme (hors équipements anti-vandales suivant article 2-1-2) et sinistres.

L’entretien est exécuté à l'initiative du TITULAIRE et concerne, en particulier, tous les organes qui composent l’ascenseur et qui sont situés en cabine, en cuvette et sous la cabine, aux paliers, en gaine, au local des poulies et sur le toit cabine et en machinerie ainsi que l’entretien complet du système de transmission d’alarme (téléalarme, télésurveillance).

Les réparations ou remplacement des pièces ou organes détériorés par malveillance ou usage anormal (vandalisme), ainsi que les interventions sur les canalisations enterrées ou inaccessibles, feront l’objet d’un devis établi par le titulaire et d’un Bon de Commande établi par l’université suivant le bordereau des prix unitaires (annexe financière n°2 du marché). Toutes les dégradations seront constatées et formalisées par un représentant désigné de l’université.

Nota : Il est entendu de part et d’autre que le vandalisme fera l’objet d’une déclaration de sinistre de la part de l’université et d’un devis détaillé du TITULAIRE.

Le TITULAIRE s’engage à signaler dans les plus brefs délais les traitements anti-corrosions qui s’avèreraient nécessaire et soumettra à l’approbation de l’université un devis détaillé.

L’Entreprise titulaire du marché installera dans la machinerie une pochette plastifiée rigide, fixée au mur, contenant tous les documents techniques, et devra faire son affaire d’avoir en sa possession tous les outils de dépannage pour ses appareils à entretenir, clés de priorité ou d’accès, clés anti-vandale, le livret d’entretien sera déposé à demeure en machinerie. Une version dématérialisée du livret sera également transmise.

Les prestations s’effectuent dans les locaux de CY Cergy Paris Université situés sur les sites suivants :

Département du Val d’Oise - 95 –

Les Chênes (comprenant le bâtiment chênes 1 et 2, le Jardin tropical, la tour MIR des chênes) - 33, boulevard du Port – 95011 Cergy-Pontoise cedex

Neuville - 5, Mail Gay Lussac – 95031 Cergy-Pontoise cedex

MIR de Neuville – Chemin de la princesse – 95031 Cergy-Pontoise cedex

Saint-Martin - 2, avenue Adolphe-Chauvin, Pontoise 95302 Cergy-Pontoise cedex

Cerclades - Place des Cerclades - 95015 Cergy-Pontoise cedex

Site Hirsch – Cergy - Avenue Bernard Hirsch – BP 70308 – 95027 Cergy

Argenteuil - 95-97, rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil

Sarcelles - 34, boulevard Bergson - 95200 Sarcelles

CY Tech Cergy – Cauchy ; Condorcet, Turing, Fermat – Avenue du parc - 95000 Cergy

Département des Hauts-de-Seine - 92-

Site - Antony Jouhaux - 26 rue Léon Jouhaux – 92160 Antony

Site de Gennevilliers – ZAC des Barbanniers, Avenue Marcel Paul – 92230 Gennevilliers

1-2 – REGLEMENTATION

Toutes les opérations de maintenance seront exécutées par le titulaire du marché conformément aux règles de l’art et aux prescriptions des différents textes et normes en vigueur, tels que :

- ☐ La loi Urbanisme et Habitat 2003-590 du 2 Juillet 2003 (Sécurité des usagers des ascenseurs art. 79 et 80) ;
- ☐ Décret n° 2008-291 du 28 mars 2008 modifiant le décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la Construction et de l’Habitation ;
- ☐ Décret 2013-1296 du 27 décembre 2013 modifiant le décret 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l’entretien et au contrôle technique des ascenseurs
- ☐ Norme AFNOR FD P 82-022 relatif aux pièces incluses dans le contrat d’entretien ;
- ☐ Arrêtés du 18 Novembre 2004 relatifs aux travaux de sécurité à réaliser, à l’entretien, et aux contrôles technique des installations d’ascenseurs (dans le cadre du maintien en bon état de fonctionnement des matériaux obligatoires à la sécurité des techniciens et usagers) modifié par l’arrêté du 20.8.13 (JO du 29.8.13) et par l’arrêté du 10.12.14.
- ☐ Règlementation en vigueur relatif aux Etablissements Recevant du Public (Établissements de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie, et ce, quel que soit le type d’exploitation) ;
- ☐ Les articles R. 125-1 à R. 125-8 du code de l’habitation et de la construction - Mise en sécurité des ascenseurs, Entretien et contrôle technique et Droit d’information des occupants d’immeubles.
- ☐ Directive n°2014/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l’harmonisation des législations des États membres concernant les ascenseurs et les composant de sécurité pour ascenseurs (abrogeant la Directive européenne 95/16/CE du 29.6.95)
- ☐ Loi MLLE du 25.3.09 : art. 15 (JO du 27.3.09)

- Décret n° 95-826 du 30 Juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parage automatique de véhicules ;
- Décret n° 2006-555 du 21 décembre 2006 modifiant la version 17 mai 2006 relatif à l’accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d’habitation et modifiant le code de la construction et de l’habitation ;
- Arrêtés du 7 août 2012 a précisé les modalités d’application du décret du 7 mai 2012 et abrogé l’arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d’ascenseurs. À l’exception d’une disposition (obligation du contrôleur technique de communiquer les anomalies recensées - cf. § Bilan) qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, les autres dispositions sont applicables depuis le 1^{er} octobre 2012
- L’Arrêté du 09 mars 2007 remplaçant l’arrêté du 26 février 2007 fixant les dispositions prises pour l’application des articles R. 111-18-8 et R. 111-18-9 du code de la construction et de l’habitation, relatives à l’accessibilité pour personnes handicapées des bâtiments d’habitation collectifs lorsqu’ils font l’objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination ;
- Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l’application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l’habitation, relatives à l’accessibilité pour personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public ;
- EN 81-1 : 1998 – Règles de sécurité pour la construction et l’installation des ascenseurs – Partie 1 : Ascenseurs électriques (indice de classement : P 82-210) ;
- EN 81-2 : 1998 – Règles de sécurité pour la construction et l’installation des ascenseurs – Partie 2 : Ascenseurs hydrauliques (indice de classement : P 82-310) ;
- EN 13015 : 2002 – Maintenance pour les ascenseurs et les escaliers mécaniques – Règles pour les instructions de maintenance (indice de classement : P82-005) ;

Tous ces documents, bien que non joints au présent dossier, sont réputés contractuels et connus du TITULAIRE.

Si l’une des Lois, Décrets, Arrêtés et Normes ci-dessus venaient à être abrogés ou modifiés, le titulaire appliquera les dernières recommandations en vigueur, jusqu’au terme du présent marché.

Le titulaire, en tant que professionnel, est censé connaître toutes les Lois, Décrets, Arrêtés et Normes, liés à l’ascenseur et à son environnement, en vigueur à la date de la remise de son offre, et en tenir informée l’université pendant la durée du marché.

1-3 – QUALIFICATIONS DES PERSONNES

Les interventions sur les installations devront obligatoirement être réalisées par des personnes qualifiées. Elles devront avoir le niveau requis pour les tâches qui leur sont attribuées. Le titulaire devra transmettre les justificatifs des habilitations des agents amenés à intervenir sur les sites.

Conformément au décret 88.1056 du 14 Novembre 1988 (mise jour 22 juin 2001) relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, les personnes utilisant des installations électriques (ou travaillant sur des installations électriques hors ou sous tension, ou au voisinage d’installations électriques comportant des parties actives mises sous tension) devront pouvoir justifier d’une formation suffisante dans le domaine.

Celle-ci doit permettre de connaître et de mettre en application les prescriptions de sécurité à respecter pour éviter les dangers dus à l’électricité dans l’exécution des tâches qui leur sont confiées.

Les justifications devront être fournies avant intervention.

1-4 – CONDITION D’EXECUTION DES PRESTATIONS

Le TITULAIRE du marché devra prendre toutes les dispositions pour imposer le moins de servitudes possibles aux usagers lors de l’exécution de ses prestations.

Lors de toutes interventions, le TITULAIRE devra se présenter à l’arrivée et signaler son départ du site à un représentant de l’établissement nommément désigné et se conformer au règlement intérieur du site. (Bon d’intervention : heure d’arrivée, heure de départ, observation et numéro d’intervention). Le titulaire devra renseigner le registre de sécurité et faire signer son bon d’intervention.

Toute indisponibilité des installations (nature et délai) devra être signifiée au représentant de l’établissement par courriel dans les 2 heures.

Toute réparation de l’installation devra être agréée par l’université et notée sur le registre d’entretien.

Le TITULAIRE du marché s’engage à effectuer ses essais dans le cadre de la maintenance préventive ou corrective dans toutes les conditions de sécurité pour les usagers notamment en prévoyant le personnel et les moyens nécessaires et cela en toute sécurité.

Tous les outillages et moyens d’accès aux équipements (échelles, échafaudages, etc...) seront fournis par le TITULAIRE du marché.

ARTICLE II-PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE TELEALARME

2-1 – NATURE DES PRESTATIONS :

2-1-1 – Entretien minimal :

1. Opérations et vérifications périodiques (intervalle de 6 semaines)

- Une visite en vue de surveiller le fonctionnement de l’installation et effectuer les réglages nécessaires,
- Une visite de la cabine,
- La vérification des dispositifs de sécurité, de l’efficacité des verrouillages et contacts de fermeture des baies palières et portes cabine ainsi que l’efficacité du dispositif de réouverture de porte cabine et du dispositif limitant les possibilités d’actes de vandalisme sur les baies palières,
- La vérification de la précision d’arrêt aux paliers et de nivelage, des commandes et indicateurs aux paliers, des dispositifs de demande de secours,
- La vérification de la cuve hydraulique (niveau/fuites).

IMPORTANT : La liste ci-dessus n’est pas exhaustive. Le titulaire se doit, lors d’une vérification périodique, de visiter les différents éléments de l’ascenseur tel que, la machinerie, la gaine, les paliers et la cuvette, la cabine (comprenant toit de cabine, dessous cabine et intérieur cabine), le local des poulies. De ce fait, s’il est constaté une anomalie, même minime, tel que : voyant de boutons paliers, cabine, éclairage H.S devant être remplacé, etc... le nécessaire sera fait dans les plus brefs délais afin de conserver un état optimum des appareils.

Un compte-rendu justificatif de la visite sera remis à l’université sous quinze jours suivant la visite et notifié dans le carnet d’entretien sur site.

2. Opérations et vérifications semestrielles

- L’examen du bon état des câbles de traction ou chaînes de suspension et leurs extrémités, du frein, du dispositif antidérive.

IMPORTANT : Un compte-rendu justificatif de la visite semestrielle sera remis à de l’université sous quinze jours suivant la visite et notifié dans le carnet d’entretien sur site.

3. Opérations et vérifications annuelles

- La vérification des parachutes et moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour les ascenseurs hydrauliques), pompe à main/soupape de descente à commande manuelle,
- La vérification du limiteur de vitesse (cabine et contrepoids), de la poulie de tension, de la poulie de traction, des dispositifs hors course de sécurité,
- Le nettoyage de la gaine, de la cuvette, du toit et dessous de cabine (parties cachées) et du local des machines (propreté, éclairage),
- La vérification, la lubrification et le nettoyage des pièces (câbles, guides, coulisseaux, poulies, moteurs, etc...),

IMPORTANT : Un compte-rendu justificatif de la visite annuelle sera remis à l’université sous quinze jours suivant la visite et notifié dans le carnet d’entretien sur site. Le titulaire s’engage à effectuer et transmettre dans les délais les PV Parachutes des équipements. Le titulaire doit garantir le contrôle annuel des parachutes et reste responsable de l’exécution de ce contrôle réglementaire.

4. Opérations occasionnelles

- La réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent pas être réparées, des petites pièces de l’installation présentant des signes d’usure excessive, sont notamment compris dans la prestation d’entretien et ne pourront faire l’objet de devis complémentaire :

Cabine : boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore, éclairages, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux, galets de suspension et contact de porte, interface usager d’appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.

Paliers : ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes et boutons d’appel y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

Machinerie : balais du moteur, tous fusibles et disjoncteurs...

Gaine : coulisseaux de contrepoids.

Eclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine ainsi que l’éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

- La fréquence d’entretien, notamment, des pièces suivantes sont à l’appréciation du Titulaire :
 - Antirebond et contact
 - Amortisseurs
 - Moteur d’entraînement ou GEARLESS et convertisseurs ou générateur, ou pompe hydraulique
 - Réducteur
 - Armoire de commande
 - Poulies de déflexion, de renvoi et de mouflage
 - Guides cabine et contrepoids (Réalignement des guides ou retendre les fils guides) / vérin
 - Coulisseaux ou galets cabine et contrepoids / vérin
 - Câblage électrique
 - Limiteur de temps de fonctionnement du moteur
 - Dispositifs électriques de sécurité (vérification du fonctionnement, de la chaîne de sécurité, des fusibles)
 - Vérification des baies palières et portes de cabine (course, guidage, jeux, câble, chaîne ou courroie, mécanisme de déverrouillage de secours) et lubrification
 - Eclairage de la gaine
 - Vérin hydraulique
 - Canalisations hydrauliques
 - Bloc de commande
 - Limiteur de pression
 - Etc
- Les mesures d’entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l’appareil qu’aura repérés le contrôle technique mentionné à l’article R. 125-2-7 du code l’habitation et de la construction.
- En cas d’incident, les interventions pour dégager des personnes bloquées en cabine ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l’ascenseur.

5. Autres prestations

- Tous les dépannages,
- La tenue d'un livret d'entretien mentionnant les visites techniques devra être sur la forme de carnet papier, incidents et faits importants touchant à l'appareil, (Livret disponible en machinerie, la version dématérialisée est un plus et ne peut remplacer le livret)
- Les visites périodiques de nettoyage et graissage des organes mécaniques,
- La fourniture relative à des produits ou à du matériel d'entretien (chiffons, graisses et huiles nécessaires) et aux lampes d'éclairage de la cabine, machinerie, gaine, etc. concernant "l'ascenseur",
- Gestion des déchets à la charge du Titulaire, et traitement selon la réglementation en vigueur.
- En cas d'inondation de la fosse, le titulaire devra prévoir les moyens techniques pour vider la fosse (Aspirateur à eau, pompe ...).

2-1-2 – Entretien étendu :

Cette partie est comprise dans la prestation d’entretien et ne pourra faire l’objet de devis complémentaire, elle comprend notamment :

- La visite des câbles de traction du régulateur, de compensation et sélecteurs d'étages, des câbles souples pendentifs, de l'état de conservation de la cuvette,
- La réparation des pièces usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent pas être réparées (câbles, par exemple).

Le remplacement des pièces usées ou défectueuses sont effectués à l'initiative du titulaire et concernent, en particulier, les organes suivants :

Gaine : câbles de traction ou courroies, câbles de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages, impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course, câbles souples pendentifs, poulies de renvoi, parachute de sécurité, amortisseurs de cabine et contrepoids, sur le vérin : joints d'étanchéité et soupape de rupture.

Machinerie : GEARLESS, moteur de traction (roulements, paliers, bobinages, rotor et stator), treuil (arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements, coussinets), motoréducteur, centrale hydraulique (distributeur et commande, électrovannes, pompes et joints, filtres, appoint d'huile, remplacement et analyse de fluides, flexibles, etc.) commandes, armoires de commandes, poulies, frein (mâchoires, bobines, garnitures), contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles), limiteur de vitesse, transformateurs, organes de sélecteurs, contrôleur d'étages et régulateur de vitesse.

Cabine et Palier : Portes de cabines et palières, cabine, opérateur de portes cabine, compris moteur.

- Entretien des équipements "Anti-Vandales" :

L'entretien et/ou le remplacement de tous les équipements de type "anti-vandale", sauf pour des dégâts consécutifs à des actes de grande violence (explosifs, incendies, suite à utilisation de barre à mines, pinces monseigneur, haches, etc.).

IMPORTANT : Entretien et remplacement quel qu'en soit la cause, y compris vandalisme, des boutons et boîtes à boutons cabines et paliers.

- Entretien des systèmes de fermeture des machineries :

L'entretien et/ou le remplacement des systèmes de fermeture des machineries (verrous et serrures) quelle que soit la raison de l'intervention (y compris les boîtes à clés), ainsi que l'entretien fonctionnel des trappes et portes (graissage des paumelles par exemple) et le remplacement des plaques d'instructions d'accès à la machinerie.

- Entretien des tableaux d'arrivée du courant :

L'entretien et/ou le remplacement à performance équivalente des dispositifs constituant les tableaux de branchements en machineries (Circuits Force et Lumière).

- Vérification et maintien en état de l'ameublement des cabines et portes cabine et palières :

Vérification, maintien en état et remplacement des accessoires de cabines.

- Entretien du parachute et de la survitesse en montée :

Le maintien en état ou le remplacement des pièces constituant le système de parachute et du limiteur de vitesse ainsi que des organes permettant de contrôler la survitesse en montée.

- Entretien et essai semestriel des boîtes et appel pompiers :

L'entretien fonctionnel avec essai semestriel et le remplacement des boîtes pompiers contenant les clés d'accès à la machinerie et équipements d'appel pompiers quelle que soit la raison de l'intervention ou du remplacement y compris les vitres à briser.

- Système d'antiparasitage et de protection contre la foudre :

L'entretien et le remplacement des systèmes d'antiparasitage et de protection contre la foudre.

- Ascenseurs hydrauliques :

Pour les ascenseurs hydrauliques sont également compris les remplacements :

- ☐ Du fluide hydraulique, qu'elle qu'en soit la cause,
- ☐ Du cylindre, du piston, du réservoir et des canalisations hydrauliques.

2-2 - TELEALARME (POSTE TSV)

2-2-1 – Obligations du TITULAIRE

2-2-1-1- Généralités

Le présent marché comprend l'exploitation et la maintenance de la téléalarme propre à chaque ascenseur.

- L'installation dispose d'une téléalarme. Le Titulaire doit entretenir le système de téléalarme en place et le raccorder à sa centrale de veille.
- Le mainteneur doit garantir la téléalarme tri phonie et garantir son bon fonctionnement.

Dès la notification du marché, le Titulaire établit l'audit des ascenseurs. Son audit doit permettre de s'assurer du fonctionnement des interphones et il devra procéder au basculement de l'interphonie vers son centre d'appel dans la semaine.

L'analyse des installations, dans ce domaine, ne pourra excéder quinze (15) jours, après le début du marché. L'installation de la téléalarme fera l'objet d'un planning présenté à l'université pour acceptation. En aucun cas les ascenseurs ne pourront fonctionner sans alarme, il appartient au Titulaire de mettre en place un système d'alarme conforme à la réglementation dans le cadre de la campagne de mise aux normes.

L'université peut, si elle le juge utile, refuser tout ou partie du matériel de téléalarme ne correspondant pas aux définitions du présent C.C.T.P. et cela, sans qu'elle ait à justifier sa décision. Les systèmes à protocole fermé ne sont pas autorisés.

En ce qui concerne la gestion de la téléalarme, le Titulaire prévoit dans son offre forfaitaire d'entretien le coût de l'exploitation de l'ensemble des systèmes et de son fonctionnement. Il ne pourra donc prétendre à aucune indemnité complémentaire.

IMPORTANT

Le TITULAIRE a obligation de permettre à l’université, un accès 24h/24h aux informations de téléalarme et aux défauts critiques, afin qu’elle puisse consulter toutes les informations retransmises par les installations maintenues et ce, par le biais d’un site Internet.

La consultation se fera à travers un navigateur Internet conforme aux recommandations du W3C et ne devra pas nécessiter d’installations de moyens et/ou logiciels spécifiques, ni de remise en cause de sécurités informatiques mises en place par l’université (exception faite de certificats d’authentification).

Pour les défauts critiques, le TITULAIRE pourra aussi adresser les alertes par courrier électronique.

Le TITULAIRE devra archiver les défauts critiques des années N et N-1 et permettre leur importation (format XLS et/ou TXT avec séparateurs).

Le système devra être évolutif afin de permettre à l’université d’obtenir toute information qu’elle jugera nécessaire.

2-2-1-2- Etendue des prestations et prise en charge

L’université reste titulaire des lignes téléphoniques et se charge du paiement des abonnements et communications. Néanmoins, le Titulaire du marché reste responsable du bon fonctionnement de la ligne et devra informer immédiatement l’université de toute éventuelle défaillance de la ligne. Le titulaire peut être responsable des consommations, s’il est prouvé qu’une surconsommation est liée à un dysfonctionnement d’une mauvaise programmation de la téléalarme.

Les installations de téléalarme du TITULAIRE étant en place et en fonction, sont notamment prévues au titre du présent marché :

- Le remplacement de tous les matériels défectueux quelle que soit la cause de ces défauts, normale ou accidentelle, sauf de grande violence, notamment en cas de défectuosité du matériel, destruction partielle ou totale par la foudre, vandalisme...
- Les remplacements et la remise en route des systèmes dans les 48 heures. Pendant le temps de réparation, la continuité de l’alarme sera maintenue. Il est convenu qu’une sirène installée à demeure, sur le toit de la cabine, pourra assurer l’alarme.
- La transmission automatique des informations provenant des installations de l’université vers la Centrale de Veille et celles relatives aux interventions du titulaire.
- La réception vingt-quatre heures sur vingt-quatre, tous les jours de l’année des messages d’alarme, leur conservation et leur archivage pendant au moins 2 ans par la Centrale de veille du titulaire, et fournir à tout moment à l’université, sur simple demande de sa part les éléments.
- L’entretien, le dépannage et le remplacement immédiat de tout ou partie du matériel de la Centrale de Veille et l’intervention du titulaire assurant la télésurveillance des installations de l’université.
- En outre la mise à niveau technologique des matériels est prévue, afin, d’optimiser en permanence le système.

- A la réception en Centrale de Veille du TITULAIRE d’un message d’alarme indiquant la présence de personnes bloquées en cabine ou dans le cadre de la tri phonie (Toiture ou en fosse) l’intervention pour les en sortir immédiatement, et cela vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les jours de l’année, même en l’absence du personnel de l’université.

2-2-1-3- Contraintes d’interventions

L’installation sur laquelle interviendra le TITULAIRE sera en exploitation. En conséquence, les perturbations éventuelles apportées devront être réduites au minimum.

2-2-1-4- Garantie

Le TITULAIRE ayant une obligation de résultat vis-à-vis de à l’université, garantit en totalité les installations, le matériel et le logiciel.

2-2-1-5- Information

Le TITULAIRE devra fournir toute la documentation et les informations nécessaires à l’exploitation du système de TELEALARME.

Cette documentation sera rédigée en Français.

2-2-2 – Spécifications fonctionnelles

2-2-2-1- Objectifs généraux du système de TELEALARME

Les prescriptions générales auxquelles devra répondre le système de téléalarme sont définies ci-dessous :

En ce qui concerne la Communication

- Le système doit être conforme à la réglementation en vigueur et permettre un contact phonique bidirectionnel entre l’usager bloqué en cabine, le technicien sur le toit de cabine ou en cuvette, et la centrale de réception. (Tri-phonie)
- Le système doit permettre, soit de maintenir la liaison jusqu’à la libération des personnes bloquées, soit de pouvoir la rétablir à tout moment, à partir de la centrale ou de la cabine.
- Les usagers en cabine, ne doivent pas pouvoir interrompre la communication bidirectionnelle.

En ce qui concerne la Sécurité

- Le système disposera d’une alimentation autonome de trois heures minimum autocontrôlée afin, qu’en cas de défaillances des batteries de secours, la centrale soit informée.
- La partie du système installé en cabine devra pouvoir résister au vandalisme primaire afin, qu’à tout moment, le système fonctionne.
- Il conviendra de mettre en place dans la cabine, un éclairage de secours s’il n'existe pas, ainsi qu'une plaque avec fixations anti-vandales agréées par l’université, destinée à informer l'usager que l'appareil se trouve surveillé à distance et pour lui indiquer les consignes à suivre, ainsi qu'un dispositif d'interphonie permettant aux personnes bloquées en cabine de dialoguer instantanément avec le centre de surveillance du TITULAIRE.

- Tous les appels d’autocontrôle seront enregistrés et mémorisés sur vingt-quatre mois.
- La centrale de réception devra fonctionner 24h /24h et disposer d’une alimentation autonome afin de la préserver.
- Tous les systèmes de réception d’appel seront doublés (lignes téléphoniques, frontaux de réception, sauvegarde des données).
- La centrale disposera d’un autocontrôle de son logiciel.
- Lors du raccordement de plusieurs ascenseurs sur le même système : le système doit être capable de traiter plusieurs personnes incarcérées dans des ascenseurs différents (panne ENEDIS sur un quartier par exemple).
- Le bouton d’alarme en cabine sera contrôlé en permanence.
- Protection de l’accès sur le réseau commuté par contrôle logiciel (mot de passe) et contrôle matériel (clef ou composant spécifique).

IMPORTANT : Dans le cadre de la téléalarme, le TITULAIRE lui seul, est responsable de la sécurité des personnes dans les cabines, ce qui signifie qu’il ne sera permis aucune défaillance au système mis en place. Par conséquent, le dispositif doit pouvoir se secourir lui-même (par exemple, une panne de transmetteur devra pouvoir être décelée à distance au Siège ou à l’Agence du TITULAIRE).

Points particuliers

- La ligne devra répondre aux normes françaises et européennes (EN60950 - EN41003 - NFC90080 - HOMOLOGATION des réseaux de télécommunication).
- La centrale de réception sera capable d’identifier, de façon très précise, la cabine qui émet l’alarme (adresse exacte de l’installation), ainsi que l’origine ou la nature de celle-ci.
- Le système n’autorisera la phonie que dans les cas où il y a risque d’usager bloqué en cabine, le filtrage doit être capable d’éliminer les alarmes lors de l’apparition de l’un des événements suivants : lorsque la cabine est dans une zone de déverrouillage et que les portes sont complètement ouvertes ou lorsque la cabine se déplace.
- Le système sera capable de gérer plusieurs appareils sur la même ligne de téléphone, y compris la phonie (minimum six appareils).
- Le matériel de phonie (micro, haut-parleur etc....) sera installé sur le toit de cabine et non accessible par les usagers depuis le palier.
- Ce matériel, les raccordements et les connexions, seront protégés contre les chocs et contre le ruissellement de liquides de toutes origines.
- En cabine seul le bouton d’alarme sera à la portée des utilisateurs et accessible aux PSH (Personne subissant un handicap). Ce bouton sera de type anti-vandale conforme, tactile, à la Norme NF P 82.214 (« cloche jaune »).

- Le bouton de commande de l’alarme sera soit intégré dans la boîte à boutons de la cabine soit implanté dans une platine spécifique anti-vandale : vis indémontable depuis la cabine, tôle inox indéformable.
- Le cas échéant le système de phonie existant sera déposé, la platine remplacée par une tôle inox.
- Sur le toit de cabine le bouton d’alarme sera IP 55 de couleur jaune également conforme à la NF P 82.214
- En terrasse, les câbles cheminant en terrasse seront protégés mécaniquement. Le conduit de protection de type ICT devra résister aux U.V. et aux conditions climatiques normales. En cas de dégradation de ces conduits, le titulaire devra procéder à leur remplacement.
- Le système de téléalarme devra être conforme au décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l’accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d’habitation et modifiant le code de la construction et de l’habitation et à l’Arrêté du 26 février 2007 fixant les dispositions prises pour l’application des articles R. 111-18-8 et R. 111-18-9 du code de la construction et de l’habitation, relatives à l’accessibilité pour personnes handicapées des bâtiments d’habitation collectifs lorsqu’ils font l’objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination. Ainsi, si les boîtes à boutons cabine ne sont pas conformes à cette obligation, le système de télésurveillance devra, néanmoins, être compatible pour faire fonctionner la synthèse vocale, la boucle magnétique, les pictogrammes de couleurs, etc.
- Dans le cas de l’installation d’une téléalarme, il conviendra d’installer un dispositif complet de transmission d’alarmes. L’appareil "transmetteur" ayant pour fonction la conversion des signaux émis par l’alarme vers le réseau auto commuté des opérateurs de télécommunication devra être mise en place en machinerie ou dans un local technique fermé à clé. Les câbles et appareillages servant à la télésurveillance placée en parties communes devront être protégés du vandalisme par le TITULAIRE.
- Le TITULAIRE installera du matériel dit « à protocole ouvert » et conforme aux exigences du marché. L’université étant libre d’accepter ou de refuser le matériel si celui-ci ne correspond pas aux projets de l’université.

2-2-2-2- Objectifs minimum du système

Ce dispositif possède au minimum les caractéristiques suivantes :

- Saisie et scrutation permanente des alarmes qui nécessitent une intervention immédiate, et obligatoirement celles résultant d’un retour à la normale de désincarcération, la présence du Personnel d’intervention (arrivée - départ), le défaut secteur (défauts critiques définis ci-après).
- Transmission immédiate de l’alarme par ligne téléphonique auto-commutée, de préférence séparée pour la phonie afin de sécuriser la communication des personnes incarcérées, sur un centre de surveillance géré par le titulaire 24 heures sur 24, et simultanément vers l’université (sans la phonie).
- Déclenchement immédiat de l’intervention d’un personnel d’astreinte disponible en permanence, les nuits, les week-ends, les jours fériés.

- Autosurveillance permanente du transmetteur et sécurité positive d'appel en cas de panne dans le système.

Le système devra permettre à l'université, l'accès aux informations qu'il jugera utiles :

- L'accès aux informations pour sa propre gestion ;
- Calcul des nombres et divers déplacements des ascenseurs ;
- Historique horodaté des événements d'alarmes ;
- Historique des états, comptages de temps ;
- Présentation de l'état instantané des équipements et des événements d'alarmes sous formes de textes directement compréhensibles (libellés en clair) ;
- Présentation de l'évolution dans le temps des paramètres de contrôle (exemple durées et fréquences des déplacements sous formes de graphiques et de courbes.

Au fil de l'eau : la réception des alarmes en temps réel (défauts critiques) :

- Usager bloqué (alarme physique) ;
- Panne ;
- Défaut secteur électrique ;
- Alarmes portes palières ;
- Défaut transmetteur ;
- Pas de mouvement de la cabine de plus de 6 heures dans la plage de 6h à 22h.

ARTICLE III - CONTRÔLES TECHNIQUES ET AUDITS

3-1- CAS DE LITIGE

L'université se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme de son choix, les contrôles qu'elle estimerait nécessaires.

En conséquence, LE TITULAIRE s'engage à être représenté par une personne techniquement qualifiée lors de visites du bureau contrôle.

3-2- AUDITS

L'université se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un organisme de son choix, les audits sur son parc d'ascenseurs.

En conséquence, le TITULAIRE s'engage à être représenté par une personne techniquement qualifiée lors de ces visites.

3-3- CONTROLES TECHNIQUES

Le TITULAIRE devra mettre à disposition toutes les charges et outils de mesures nécessaires et prévoir la présence d'un technicien qualifié lors des contrôles techniques annuels et quinquennaux pour accompagner le bureau de contrôle.

3-4- COMMISSIONS DE SECURITE ET BUREAU DE CONTROLE

Le TITULAIRE devra mettre à disposition toutes les charges et outils de mesures nécessaires et prévoir la présence d’un technicien qualifié lors des commissions de sécurité et lors des passages des bureaux de contrôle et cela sur l’ensemble des sites de l’université.

Dans la mesure du possible, le titulaire devra prévoir lors des visites avec le bureau de contrôle un minimum de matériel, afin, de lever les observations.

Le titulaire devra accompagner le bureau contrôle dans ses visites pour l’ensemble des sites de CY Cergy Paris Université soit 2 passages à l’année.

3-5- RESERVES SUITE AUX CONTROLES, AUDITS ET COMMISSION DE SECURITE

Le TITULAIRE devra lever, sous quinze jours (hors réserve touchant à la sécurité), l’intégralité des réserves émises suite au passage d’un bureau de contrôle ou d’un auditeur ou de la commission de sécurité désignés par l’université.

ARTICLE IV – ASTREINTE ET DELAIS D’INTERVENTION

En complément des prestations mentionnées à l'article II du présent C.C.T.P., le TITULAIRE s'engage à assurer un service d'astreinte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur l'ensemble des appareils objet du présent marché et à intervenir dans un délai maximum de 45 minutes, quel que soit le site ou la tranche horaire, pour effectuer toute opération de désincarcération de personnes bloquées dans les ascenseurs par suite de déclenchement d'une alarme de cabine, mais aussi dans le cas où la sécurité des usagers serait engagée. (Le délai court dès réception de l’information).

Au-delà des 45mn et en cas d’intervention des pompiers, la facturation de l’intervention sera à la charge du titulaire.

Pour tout autre cas de dépannage, les délais d'intervention sont :

- ☐ Dans les 4 heures à tout moment de la journée, les week-ends et jours fériés.

Le titulaire intervient à partir de la réception de l'appel téléphonique, courriel ou du message de télésurveillance. Le titulaire devra transmettre un numéro d’intervention au moment de l’appel.

Les interventions pour mauvais fonctionnement s’entendent comme des dépannages, ils sont réalisés tous les jours de l’année.

La durée des travaux d'entretien et le dépannage des appareils devra être aussi réduite que possible et n'excéder en aucun cas 8 heures, sauf exception signifiée par écrit par le titulaire et mentionnant la raison du dépassement. Dans ce cas, la signification est précisée sous 24h avec la fourniture d’un délai précis de remise en état définitive. Le titulaire devra informer les usagers sur l’ensemble des portes palières.

ARTICLE V – GESTION DES STOCKS ET PIECES DE RECHANGE

5-1- GESTION DES STOCKS ET APPROVISIONNEMENT

Le TITULAIRE doit approvisionner à ses frais et garder en permanence à proximité immédiate (dans l’une de ses agences) un stock de pièces de rechange lui permettant d’assurer tous les dépannages dans les délais indiqués à l'article IV du présent C.C.T.P. En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte de délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des équipements, objet du présent marché.

Il est précisé qu’à l’expiration du marché, le TITULAIRE restera propriétaire de ce stock, à l’exception des pièces lui ayant été confiées par l’université, si tel est le cas.

Les matériels et les pièces remplacées devront être de qualité identique à ceux installés à l’origine et devront bénéficier de la garantie légale.

En fin de contrat, à l’occasion de l’état des lieux, s’il s’avère que les différentes pièces remplacées lors de l’exécution du marché ne présentent pas les caractéristiques suffisantes, il pourra être procédé à la remise en conformité des installations aux frais du TITULAIRE sortant.

Au cas où le TITULAIRE serait dans l’impossibilité de se procurer des pièces de rechange auprès du constructeur, par suite d’abandon de cette fabrication, qu’elle qu’en soit la cause, il remplacera la pièce défectueuse par une pièce assurant la même fonction. Les pièces doivent répondre au respect de la réglementation de la norme en vigueur.

Toutefois, en ce qui concerne le délai de remise en service des appareils, aucune tolérance de mise à l’arrêt prolongé ne sera acceptée. Il faudra, cependant, tenir informée l’université et rechercher toutes les solutions permettant de palier au dépannage provisoire et à la réparation définitive de l’appareil.

Le TITULAIRE informera l’université de toute opération de maintenance et de ses conséquences, afin de lui permettre d’apprécier les mesures compensatrices éventuellement nécessaires.

5-2- OUTILLAGE

Le TITULAIRE fournira à ses frais, l'outillage nécessaire à la bonne exécution des prestations définies au présent marché.

ARTICLE VI - ELECTRICITE – ECLAIRAGE CABINE- FOURNITURE

La fourniture de l'électricité nécessaire à l'éclairage, à l'entretien et au fonctionnement de l'ensemble des installations est à la charge de l'université.

Le titulaire devra garantir un éclairage de 100% des équipements dans la cabine et ne devra pas attendre les visites pour remplacer les éclairages défectueux.

Le titulaire à obligation de maintenir les installations dans le local machinerie, tel que ... BAES, disjoncteurs...

Le TITULAIRE sera cependant tenu responsable des consommations anormales ou excessives sauf s’il peut apporter la preuve que celles-ci sont dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent marché.

Si cette responsabilité est établie, l’université et le TITULAIRE se rencontreront pour convenir des conditions d’un arrangement amiable destiné à indemniser l’université du dépassement de dépenses subi par celle-ci.

ARTICLE VII – GESTION ADMINISTRATIVE DU MARCHÉ

7-1- PLANNING D’INTERVENTION

Le TITULAIRE fournira, au plus tard 15 jours après le démarrage du marché, le planning précisant par sites les dates de l’ensemble des visites préventives qui auront lieu durant l’année.

Nota : Un document type sera proposé par le TITULAIRE lors de la réunion préparatoire à la prise en charge du marché et sera validé par l’université.

7-2- REUNION CONCERNANT LE BON DEROULEMENT DU MARCHÉ

Une réunion régulière, trimestrielle à la convenance de l’université, sera organisée entre le TITULAIRE et l’université afin d’aborder les points positifs et négatifs ou divers problèmes qui peuvent surgir durant la durée du marché.

Nota : Lors de cette réunion, le TITULAIRE devra préparer tous les documents souhaités par l’université, afin que cette réunion soit constructive et bénéfique.

7-3- CLAUSE DE TRANSPARENCE

Un plan de prévention sera établi entre l’université et le Titulaire à la mise en place du marché conformément à la réglementation en vigueur. Le Titulaire s’engage à remplir impérativement le registre de sécurité lors de ses interventions pour chaque équipements.

7-3-1 – Informations vers l’université

1 - Le titulaire remettra un rapport annuel par E-mail et papier au titre du III de l'article R125-2-1 du code de la construction et l’habitation modifié et mis à jour le 21 janvier 2021, faisant apparaître par site immobilier et par appareil :

- L’inventaire mis à jour du matériel en place.
- L’état des installations et les propositions d’interventions selon les degrés d’urgence.
- Le nombre de pannes ayant nécessité une intervention.
- Le temps total d’indisponibilité.
- Les prestations non comprises au titre de l’entretien forfaitaire que le titulaire du marché préconise afin que l’ascenseur fonctionne dans les conditions optimales. Dans ce cas, un devis détaillé sera joint.

Ce rapport fera également apparaître la liste des prestations spécifiquement effectuées dans le cadre du marché d’entretien étendu de l’année écoulée. L’absence de cette liste signifiera que le titulaire n’a réalisé aucune prestation au titre du présent marché en dehors de celles concernant les clauses minimales au sens de l'article R125-2-1 du décret 2004-964 du 9 septembre 2004 modifié le 01 janvier 2014 par le décret 20131296.

Pour les installations présentant des pannes de manière régulière, la périodicité de ce bilan pourra être modifiée à la demande de l’université, sans contrepartie financière.

Ces dispositions ne dispensent en rien le TITULAIRE d’adresser à l’université les relevés, documents et bilans intermédiaires que celle-ci sera amenée à lui demander.

Ce rapport sera remis à l’université par E-mail et par courrier au plus tard un mois avant la fin de l’exercice. En ce qui concerne le dernier exercice, ce rapport sera remis deux mois avant la fin du présent Marché.

Le rapport annuel sera transmis obligatoirement sous format papier

1- Un compte-rendu mensuel sera envoyé par mail à l’université. Ce compte-rendu devra faire apparaître l’intégralité des pannes et des interventions, par appareil et par site, avec les horaires d’appel, d’arrivée du technicien sur site et de départ (confirmation de mise en service de l’appareil à préciser), et le diagnostic associé aux solutions apportées pour chaque intervention.

Nota : Un document type sera proposé par le TITULAIRE lors de la réunion préparatoire à la prise en charge du marché et sera validé par l’université. Celui-ci pourra être modifié à la convenance de l’université.

Une plateforme informatique peut être proposée par le titulaire pour satisfaire cette attente

2– Chaque panne, mise à l’arrêt et remise en service d’un ascenseur sera signalée en temps réel à l’université.

- Pour cela, un mail de « déclaration de panne » devra être envoyé, dès signalement, en précisant l’heure de l’appel, l’interlocuteur et le motif. Une plateforme informatique peut être proposée par le titulaire ou si possibilité sur la plateforme de l’université.
- Le titulaire devra signaler sur l’ensemble des étages « Equipement à l’arrêt ou hors service »
- Après quoi, à la suite de l’intervention du technicien, un mail (ou fax) de « Remise en service », sera envoyé en précisant l’heure d’arrivée du technicien, l’heure de fin d’intervention ainsi que la cause de la panne. Tout appareil laissé à l’arrêt fera l’objet d’un mail à l’université précisant les raisons et délais de remise en service et un affichage sur l’ensemble des portes palières des différents étages informera les usagers.

Une plateforme informatique peut être proposée par le titulaire pour satisfaire cette attente

Nota : Un document type sera proposé par le TITULAIRE lors de la réunion préparatoire à la prise en charge du marché et sera validé par l’université. Celui-ci pourra être modifié à la convenance de l’université.

3– Le TITULAIRE devra fournir un compte-rendu par E-mail, par sites, dans un délai de 15 jours des essais de parachute et de visite de câble suivant la périodicité indiquée au C.C.T.P. et suivant le planning qu’il aura fourni à l’université, afin d’attester que les vérifications ont bien été effectuées.

7-3-2 – Informations des usagers

1– Intervention suite à visite préventive : le TITULAIRE s’engage à apposer une affichette à l’intérieur de la cabine de chaque ascenseur afin de prévenir les usagers de l’exécution de l’entretien périodique.

2– Intervention de dépannage ou mise à l’arrêt : le TITULAIRE posera des affichettes sur les portes palières des ascenseurs et sur l’ensemble des étages lors des opérations de travaux d’entretien ou lors du maintien à l’arrêt d’un ascenseur.

7-4- TENUE DU LIVRET D’ENTRETIEN

Le TITULAIRE chargé de l’entretien devra la tenue de dossiers permettant de retrouver la date et la nature des changements qui auraient été apportés aux appareils dans l’année en cours, les dates et le résultat des

visites, l'indication des incidents qui se seraient produits et généralement de tous les faits importants concernant ceux-ci avec émargement du personnel du TITULAIRE.

Les dossiers pourront être consultés à tout moment par l'université (ou son représentant). Ils devront se trouver en machinerie et clairement distinguer les interventions réalisées pour l'entretien des appareils de celles consécutives à une demande de dépannage. (Nota : celui-ci devra être complété rigoureusement étant donné qu'il s'agit de l'historique de l'ascenseur, toutes les interventions devront y être inscrites). Toute fiche d'intervention devra être signée par le représentant de l'université.

Le TITULAIRE devra à son siège ou à son Agence, la tenue d'un livret d'enregistrement de tous les appels. L'université pourra demander à prendre connaissance à tout moment des dossiers tenus par le TITULAIRE.

A la fin de chaque exercice annuel, le TITULAIRE sera autorisé à archiver ses dossiers, mais il devra les conserver au minimum 5 ans.

Chaque visite devra être consignée sur le livret d'entretien et d'appels prévu à cet effet avec transmission d'un compte-rendu au cas où cela s'avérerait nécessaire.

Le Livret d'Entretien devra être tenu de manière consciencieuse, et comporter les éléments suivants :

- La date, la durée et la nature des interventions, ainsi que toutes observations effectuées au titre de l'entretien.
- La date, la durée et la nature des travaux, remplacement de pièces, modifications de toute natures apportées à l'appareil au titre de l'entretien, mise en conformité ou modernisation.
- La date, la cause des incidents, la consistance des réparations effectuées au titre du dépannage.

Le titulaire devra prévenir l'université de l'exécution de gros travaux de remplacement de matériels dans le cadre de la garantie totale.

Le titulaire devra tenir à disposition tous les justificatifs permettant d'attester que les visites, essais, etc., dus aux marchés sont effectués.

7-5- IDENTIFICATION DES EQUIPEMENTS

Dans les 15 jours suivant la prise du marché et la réunion de lancement, le TITULAIRE apposera sur chaque équipement une plaque signalétique en inox gravé, de type anti vandale, sur laquelle seront mentionnés :

- ☐ Le numéro d'identification de l'équipement tel qu'il est indiqué dans la DPGF
- ☐ Le logo du TITULAIRE
- ☐ Le numéro de téléphone permettant une demande d'intervention 24h/24 et 7j/7.
- ☐ Support Visites obligatoire

Ce numéro d'identification sera reporté sur toutes pièces administratives (devis, factures, constat...).

ARTICLE VIII - CLAUSE DE MAINTENANCE PAR PLANIFICATION DE SERVICES COMPLEMENTAIRES

Le TITULAIRE s'engage, en complément des prestations imposées par le présent C.C.T.P., à exécuter un certain nombre de services complémentaires dans les domaines suivants :

- Fourniture aux préposés d'un panneau par appareil portant l'inscription "appareil en dérangement, ne pas utiliser",

- Fourniture des clés de déverrouillage des portes palières et machinerie aux pompiers ou dans un coffre à clé prévu et pris en charge par le TITULAIRE.

ARTICLE IX – VERIFICATIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS

L’université peut, si elle le juge utile, confier dans le cadre du présent marché, à un bureau de conseil ascenseurs, une mission de suivi sur entretien, afin d’assurer le bon déroulement du marché.

Le TITULAIRE devra se conformer aux demandes l’université dans le cadre du marché.

ARTICLE X - MODERNISATION ET ETAT DES EQUIPEMENTS

Chaque année le titulaire s’engage à remettre un bilan de l’état des équipements pour l’amélioration et ou travaux de modernisation, en fonction du taux de casse, panne ou autres indicateurs permettant l’analyse et l’évaluations des données.

ARTICLE XI - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

CY Cergy Paris Université a engagé une véritable démarche environnementale. Le titulaire devra produire les fiches techniques des appareillages à remplacer selon leur performance énergétique et environnementale de réduction des déchets, la possibilité de recyclage et/ou de réemploi des biens et services vendus favorisant ainsi les achats dits durables. Il devra proposer d’une manière générale et de préférence du matériel répondant à des labels environnementaux.

Le titulaire est tenu de conseiller CY Cergy Paris Université lorsque des travaux de maintenance pourraient permettre une meilleure performance énergétique et environnementale des appareils.